



Rencontre AACC Club Épargne 14 janvier 2020

chez KLESIA



Actualités économiques et loi de finances 2020



La croissance mondiale ralentit

Selon le FMI, la croissance ne devrait pas dépasser 3% en 2019, le rythme le plus faible depuis 10 ans. Le PIB avait crû de 3,6% en 2018.

Les causes de la dégradation :

- Tensions commerciales Chine/USA
- Incertitudes liées au Brexit
- Faible hausse de la productivité
- Démographie vieillissante et investissements insuffisants dans les pays avancés



EUROPE

Croissance durablement faible

- Le PIB de l'UE devrait progresser de 1,4% en 2019 et à ce même taux en 2020 et 2021
- L'augmentation du PIB de la Zone Euro serait de 1,1% en 2019 et de 1,2% en 2020 et 2021
- Inflation anémique en Zone Euro 1,4% en 2019
- Le marché de l'emploi reste dynamique



France

Croissance résistante au 3^e trimestre

- Au 3^e trimestre, le PIB progresse de 0,3%, comme aux 2 premiers trimestres
- L'acquis de croissance est de 1,2% pour 2019
- La consommation des ménages a repris +0,3%
- Création de 166 000 emplois au 1^{er} semestre
- Croissance de l'investissement des entreprises

France

Gagnants et perdants des 3 premiers budgets Macron Rappels des principales mesures

- Suppression de l'ISF et création de l'IFI
- Mise en place de la flat tax
- Suppression de la taxe d'habitation pour 80% des ménages
- Baisse en 2020 de l'impôt sur le revenu 5 MDS
- Mesures d'urgences du 10 décembre 2018



France

Gagnants et perdants des 3 premiers budgets Macron

- La classe moyenne, entre les 30% les plus modestes et les 30% les plus riches gagne + 3%
- Les 20% les plus aisés +1% mais +2% pour les 2% les plus riches
- Gains modestes pour le quart des plus modestes +1% à + 1,5%
- Gains quasi nuls pour les 10% les plus pauvres



Loi de finances 2020

Le PLF privilégie la baisse des impôts

- Pas d'ambition de faire baisser les dépenses publiques
- Baisse significative des impôts pour les ménages
- Déficit budgétaire encore élevé
- Légère diminution du taux des prélèvements obligatoires
- Dette publique toujours élevée

Loi de finances 2020

Solde général du budget de l'État

En Md €	2017	2018	LF1 2019	Révisé 2019	PLF 2020
Dépenses nettes	382,8	386,2	394,7	391,2	399,2
Recettes nettes	309,5	309,3	286	292,7	306,1
Comptes spéciaux	+5,6	+0,9	+1,0	+2,3	
Solde général	-67,7	-76,0	-107,7	-96,3	-93,1

Loi de finances 2020

	2016	2017	2018	2019	2020
Croissance (% PIB)	1,1	2,3	1,7	1,4	1,3
Déficit public (% PIB)	3,4	2,8	2,5	3,1	2,2
Taux prélèvements obligatoires (% PIB)	44,3	45,2	45,0	44,7	44,3
Taux dépenses publiques (% PIB)	55,1	55,0	54,4	53,8	53,4
Dette publique (%PIB)	96,3	98,4	98,4	98,8	98,7
Inflation (%)	0,2	1,0	1,6	1,0	1,0



Loi de finances 2020 Les éléments importants

- L'objectif de réduction des postes de fonctionnaires ne sera pas atteint
- La dépense publique en volume (hors inflation) augmente de 0,7%
- Pas de retour de la taxe carbone.
- La baisse des taux permet une baisse relative de la charge d'intérêts



Loi de finances 2020

Prélèvements obligatoires : Les principales mesures

Effets cumulés en 2020 depuis 2017, en milliards d'€

- Suppression (80% des ménages) de la Taxe d'habitation : - 10,2
- Baisse de l'impôts sur le revenu :- 5
- Exonération et défiscalisation des heures supplémentaires : - 3,8
- Remplacement ISF par IFI : - 3,2



Loi de finances 2020

Prélèvements obligatoires : Les principales mesures suite

- Flat tax sur revenus mobiliers : - 1,8
- Baisse de la CSG pour retraités modestes : - 1,5
- Extension du crédit d'impôt emplois à domicile : - 1
- Fiscalité tabac : +1,8
- Augmentation des taux Argic-Arrco : + 1
- Hausse de la fiscalité énergétique : + 2,4



Éléments de réflexion



Le contexte financier

- Des taux d'intérêts au plus bas.
- Une forte hausse des marchés actions et de l'immobilier dans les grandes villes.
- Inquiétudes chez les assureurs-vie.



Retraites

- Revalorisation au 1^{er} janvier 2020 des retraites de base de 1% pour les pensions < à 2 000 € et de 0,3% pour celles > à 2 000 €,
- Revalorisation des complémentaires AGIRC/ARRCO de 1% au 1^{er} novembre 2019. Les deux dernières augmentations : 0,6% en 2018 et 0,51 % en 2013.
- Rappel des mesures d'urgence de décembre 2018 : annulation de la hausse de la CSG de 1,7% pour les revenus compris entre 1 200 € et 2 000 €



Ouverture de la discussion